

Agriculture et impasse écologique : le point de vue du Mouvement d'action rurale

Auteur(s) : NOCQUET Dany;MAR;MOUVEMENT D'ACTION RURALE;ALIMENTATION;

Le Mouvement d'Action rurale (MAR) dont la vocation est de rendre attentives les Eglises aux réalités rurales et leur permettre de s'engager concrètement dans le développement local et l'accompagnement des ruraux.

Les propos du secrétaire d'Etat, Brice Lalonde, accusant les agriculteurs de polluer, ont eu un grand retentissement dans la sphère agricole. Les responsables syndicaux se sont indignés, mais plus nombreux encore ont été les paysans qui ont fait "le gros dos" attendant que l'orage passe car le secrétaire d'Etat a raison. La vérité n'est jamais facile à entendre, quand, en plus elle est dite de manière injuste.

Il y a en effet des situations écologiques préoccupantes et il est temps de débattre du rapport de l'agriculture à l'environnement. Cependant il ne faudrait pas que le débat demeure uniquement sur le terrain de l'écologie, reléguant l'agriculture au rang des pollueurs. Ce serait manquer la question de fond. La mauvaise qualité de l'eau, les pollutions agricoles diverses, l'état de notre environnement, sont à mon avis, le reflet de la détérioration des rapports entre producteurs et consommateurs dans notre société. Un contrat social nouveau est nécessaire pour sortir durablement l'agriculture de l'impasse écologique.

L'agriculteur, un bouc émissaire trop facile

S'en prendre aux agriculteurs, à leurs méthodes culturales, se justifie et il faut prendre des mesures, mais n'est-ce pas s'attaquer une fois de plus au plus faible ? Les agriculteurs ne sont que la partie visible de l'"iceberg pollueur". En amont, les industries chimiques, au marketing très puissant, poussent l'exploitant à utiliser des produits parfois dangereux aussi pour l'agriculteur. En aval, un mode de consommation qui conduit les paysans à produire toujours plus et moins cher. Les prix agricoles n'ont cessé de baisser dans maints domaines. Sans oublier la politique agricole en France et celle de la Communauté économique européenne (CEE) qui les ont engagés à la productivité, à l'intensification, aux restructurations des exploitations, à la concentration des élevages selon un modèle unique de développement. L'agriculteur pollue, certes, mais est-il véritablement responsable ?

Dans ces conditions, il ne faut pas s'arrêter aux conséquences en prenant des mesures répressives. On peut faire payer l'agriculteur, taxer les produits de traitements, les engrais azotés ... Une meilleure information sur ces produits, l'étalement des épandages d'engrais, auraient plus

d'effets positifs qu'une taxe. De plus une taxe à l'environnement serait profondément injuste au regard de la disparité des situations et des revenus agricoles. Elle gênerait peu l'agriculteur disposant déjà d'un gros revenu et travaillant sur une grande exploitation. Par contre elle handicaperait sérieusement le petit et moyen agriculteur, le jeune en installation, les condamnant à des rendements inférieurs et diminuant leurs ressources déjà faibles.

Une telle taxe permettrait de traiter les effets de la pollution sans s'attaquer aux causes. Elle freinerait peu l'utilisation des produits de traitement et surtout elle n'induirait pas un autre développement de l'agriculture, pourtant si nécessaire.

Sortir de l'impasse écologique par la qualité

Pour réconcilier l'agriculture et l'environnement, il devient indispensable de modifier non seulement les modes de production agricoles, mais aussi nos modes de consommation, nos habitudes alimentaires. La régression sensible des marchés et des foires locales que l'on aime pourtant retrouver en vacances, le développement impressionnant des grandes surfaces, ont contribué à banaliser les produits agricoles, à uniformiser les goûts, les qualités, les provenances. Entre une tomate de Hollande et une tomate du Lot-et-Garonne, n'y aurait-il plus qu'une différence de prix ? Pourtant le succès des semaines régionales montre que le consommateur n'est pas totalement indifférent au terroir.

A mon sens, il vaut la peine de valoriser chez le consommateur le besoin du terroir, le désir de la qualité. A l'étal du boucher, pourquoi celui-ci n'indiquerait-il pas la provenance des viandes qu'il transforme, la spécificité des races, le mode de production ? Entre une viande d'un boeuf ayant passé trois ans au pré et celle d'un baby-boeuf nourri en hors-sol et à l'ensilage de maïs, la différence vaut la peine d'être identifiée et reconnue. Pour les fruits, notifier les modes de traitements (une pomme golden doit subir une quinzaine de traitements) et les provenances, cela permettrait de valoriser certaines variétés locales.

Eduquer à la différence, donner au consommateur les chances d'un véritable choix, c'est faire grandir une nouvelle conscience de l'environnement autre que les menaces sur la couche d'ozone, c'est rendre possible une nouvelle relation au producteur.

Cependant la différence devra bien sûr se payer. Dans une "société à deux vitesses" le risque existe, par l'introduction d'une agriculture de qualité, de produire une nourriture à laquelle les plus démunis n'auront pas accès. C'est déjà ce qui se passe avec l'agriculture biologique qui a ses propres circuits de distribution et sa clientèle particulière.

Il est à noter aussi que la part de l'alimentation dans les budgets familiaux n'a cessé de régresser depuis la dernière guerre au profit des dépenses de loisirs. Dans la CEE elle ne représente plus que 21% des budgets familiaux.

Il s'agit donc de vivre dès maintenant un changement de nos habitudes alimentaires. Il nous faut réapprendre la nourriture comme fait culturel et social, s'écartant du fast-food et du "manger léger" pour passer au "manger sain". Etre plus attentifs à notre alimentation, c'est réintroduire une part nouvelle de qualité de vie dans notre quotidien et cela aura deux effets positifs :

- d'une part, s'il n'y a plus personne derrière les étalages standardisés et "cellophanisés", c'est sans doute qu'il veut mieux ignorer les conditions concentrationnaires de certaines productions et tout le déballage de technicité hormonale et autre. Mieux connaître la provenance, les modes de production, c'est permettre la reconnaissance du fait productif dans sa diversité. Une nouvelle reconnaissance sociale des agriculteurs est possible à travers cet effort;

- d'autre part, c'est agir directement sur les causes mêmes de la pollution. Au niveau rural la clef des problèmes écologiques est dans les mains des consommateurs. Se soucier positivement de l'alimentation, c'est donner une chance à une agriculture moins intensive, moins paradoxale. Pour respecter l'environnement naturel et culturel, l'essor d'une agriculture régionale, plus paysanne, à mi-chemin entre le biologique et le productivisme est plus que jamais nécessaire. Il nous faut apprendre peu à peu à payer un autre mode de production agricole qui saura allier qualité, "savoir-faire" locaux, et technicité. Mais aurons-nous la base sociale et la volonté politique nécessaires pour nous offrir cette autre agriculture ?

Ainsi les questions d'environnement ne pourront être durablement traitées que si de nouveaux rapports s'instaurent entre producteurs et consommateurs. Il ne s'agit pas uniquement de mettre à plat les problèmes de l'environnement, de les objectiver, mais bien plus de renouer une relation d'ordre culturel à l'environnement. Cet environnement n'est pas simplement la douce et mythique nature agressée par le vil paysan, c'est aussi cette culture rurale qui l'a façonnée depuis des millénaires dans ses paysages et ses charmes. C'est cet environnement là qui est le plus menacé aujourd'hui et qui, d'une certaine manière, s'auto-détruit.

En redonnant à l'activité agricole et rurale une nouvelle place dans notre société et notre culture, en la reconnaissant dans ses multiples fonctions, nourricière, sociale et environnementale, nous contribuerons mieux qu'une lessive "à un meilleur environnement" par le maintien, voire la croissance, d'une population rurale active.

Et les Eglises dans tout cela ?

Face à ces questions elles ont un double rôle à jouer, à la fois en tant qu'Eglises locales et au niveau de leur responsabilité éthique.

Pour les Eglises locales en milieu rural, on sait déjà la place qu'elles ont en tant que lieux d'identité et d'enracinement vis-à-vis notamment des citadins en vacances et en quête de références et de repères. Elles ont là une tâche essentielle et avec leurs soeurs citadines elles pourraient prendre en compte ensemble cette nécessité de reconstruire des ponts entre citadins et ruraux, entre producteurs et consommateurs dans un monde qui les a tant éloignés. Elles pourraient être à l'initiative de visites de paroisses à paroisses, d'expérience d'accueil et de redécouverte de nos implantations réciproques ... Quelques échanges ont déjà eu lieu mais ils mériteraient d'être poursuivis et approfondis. Les Eglises trouveraient là une autre forme de témoignage dans notre société, un dépassement de l'enclos paroissial pour un réel service et une communion ecclésiale renouvelée. La nécessité sociale de nouveaux rapports entre la ville et la campagne devrait être intégrée dans la diaconie de toutes nos Eglises.

Sur le plan éthique, les différentes instances de nos Eglises qui osent une parole dans tant de domaines, devraient aussi oser une parole sur les questions rurales. Elles ont à intégrer la dimension rurale à leurs réflexions comme une question éthique posée au développement de la société française. Il s'agit de s'interroger non seulement sur le devenir d'un monde rural dont on a sciemment fermé l'avenir pour un certain nombre de ses régions, mais aussi de réfléchir aux progrès fantastiques des nouvelles technologies du vivant, les bio-technologies ... alors qu'on prétend que les 2/3 des aliments que nous mangerons dès le début du 3ème millénaire n'ont pas encore été créés ! En ce domaine aussi la parole des croyants est utile.

En prenant en compte, à ces différents niveaux, les questions rurales actuelles, les Eglises, à la suite du Rassemblement de Bâle, feront beaucoup pour l'environnement et plus encore elles se situeront dans une juste compréhension de leur place en milieu rural.

Dany
Secrétaire général du MAR

Nocquet

Bibliographie

- Eric Fottorino "La France en friche", Lieu Commun, Paris 1989, pp 141-146. Il dit aussi en conclusion : "C'est en exigeant la qualité que le consommateur sauvera l'exploitant agricole ... et sa propre santé, pour que son aliment redevienne, selon un précepte ancien, son médicament".

- Anne-Marie Paulais "J'ai testé la somatotropines", Le Nouvel Agriculteur, numéro 182, 23 mars 1990, pp 51-52. Etonnante découverte que cette hormone, connue sous le nom de BST, qui permet d'accroître de 20% le potentiel laitier d'une vache au moment où les quotas laitiers ont été instaurés et où certains agriculteurs paient des pénalités en cas de dépassement de leurs quotas.

(Document BIP)

Source(s) : BIP;

Date de parution : 13 juin 1990